

Banques japonaises

Les débuts prometteurs du plan Takenaka

Les niveaux plutôt rassurants des ratios de solvabilité

des banques japonaises sont souvent travestis par des prises en comptes comptables douteuses. Le ministre de l'Économie, Heizo Takenaka, veut notamment mettre fin à ces pratiques.

C'EST N'EST DÉSORMAIS UN SECRET pour personne que plusieurs géants bancaires japonais sont à deux doigts de s'effondrer sous le poids de leurs mauvaises créances. En tout cas, une chose est sûre.

Leurs fonds propres délabrés ne leur laissent pas d'autre choix que de réduire leurs crédits à l'économie tout en continuant de soutenir leurs clients les moins solvables dans le but unique de ne pas sombrer avec eux. Autant de ressources utiles qui auraient pu être investies de façon plus prometteuse au lieu de servir à alimenter la spirale déflationniste actuelle.

Pourtant, les grandes banques juraient encore lors de la présentation de leurs résultats semestriels, en décembre dernier, que la situation – bien que préoccupante – était sous contrôle, et qu'elles disposaient des moyens nécessaires pour résoudre le problème, si on voulait bien leur en laisser le temps.

Avec des ratios de solvabilité officiellement compris entre 10 et 11 %, elles paraissent en effet solidement capitalisées. Hélas, ces chiffres flatteurs travestissent la réalité. En comptabilisant sans discernement à la fois fonds publics et crédits d'impôts, les banques jouent leur existence sur des capitaux, au mieux, fragiles, et au pire, inexistantes. Les fonds publics injectés par l'État à la suite de la crise

financière de 1998 qui vit la faillite de la banque LTCB, après celle de la maison de titres Yamaichi, devront tôt ou tard être remboursés. À ce titre, la prudence commande de ne pas les comptabiliser en capitaux propres. Pour mettre les choses au point, la banque Tokyo Mitsubishi a d'ailleurs préféré rendre l'argent qui lui avait été prêté. Pour les autres institutions moins fortunées, les fonds publics représentent entre 3 et 4 % de leur ratio de solvabilité.

DES CHIFFRES FLATTEURS MAIS PEU RÉALISTES

Les banques comptabilisent également en fonds propres les crédits d'impôts correspondant aux lourdes pertes essuyées ces dernières années. Dans la mesure où un redressement rapide de leur capacité bénéficiaire peut être envisagé, la procédure est parfaitement justifiée. Les banques

cupérer l'intégralité de leurs crédits d'impôts étant donné les pertes que ne manqueront pas d'entraîner les mauvaises créances qu'elles détiennent toujours en portefeuille. De façon plus réaliste, les banques devraient afficher des ratios de l'ordre de 5 à 7 % – une situation qui les mettrait dans l'obligation de suspendre leurs activités internationales en attendant une hypothétique augmentation de capital.

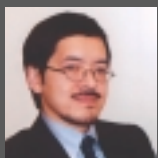
Le plan de revitalisation financière proposé au mois d'octobre dernier par le ministre de l'Économie Heizo Takenaka, malgré l'opposition conjuguée des milieux bancaires et d'une partie du LDP (*Liberal Democratic Party*), vise précisément à mettre fin à de telles facéties comptables. En particulier, le plan ouvre la voie à des évaluations plus strictes des créances et des fonds propres bancaires.

“ La prudence commande de ne pas comptabiliser en capitaux propres les fonds publics injectés par l'État à la suite de la crise financière de 1998. ”

américaines y ont d'ailleurs recours. Dans le cas présent, il est toutefois peu probable que les banques japonaises pourront ré-

L'épée de Damoclès désormais brandie au-dessus de la tête des banquiers a fini par avoir raison des plus réticents. Les banques UFJ et Sumitomo-Mitsui viennent de conclure à la hâte des accords avec les banques d'affaires

américaines Merrill Lynch et Goldman Sachs visant à renforcer leurs fonds propres par une émission de titres subordonnés.



PASCAL NGUYEN

Directeur de la recherche
WBP Finance

RENFOUER LES FONDs PROPRES

Les institutions financières semblent avoir finalement enregistré le message de la part du gouvernement qu'elles ne peuvent plus faire mine d'ignorer la gravité du problème qui leur pend au nez depuis près de dix ans. C'est ainsi que le groupe Mizuho prévoit également de passer plus de 2 trillions de yens de provisions pour l'exercice fiscal en cours. Les autres banques devraient suivre sous peine d'être épinglées lors des prochaines inspections de la FSA (*Financial Services Authority*) qu'on annonce plus sévères – certains diront moins laxistes – qu'à l'accoutumée.

Ces provisions astronomiques n'ont pourtant rien d'étonnant. La banque Shinsei qui a repris avec succès les affaires de la défunte LTCB a enregistré des dépréciations d'actifs à la hauteur de 30 % de son portefeuille de créances. Sachant que les grandes banques ont toutes adopté des pratiques similaires sous la houlette du puissant ministère des Finances – pratiques connues sous le nom de système de convoi – il ne serait pas surprenant de voir ces mêmes institutions afficher des chiffres comparables. C'est sûrement la raison pour laquelle plusieurs analystes – de Goldman Sachs à Ernst & Young –

estiment à environ 150 trillions de yens les créances douteuses détenues par l'ensemble du secteur bancaire.

À l'origine d'environ 15 % de l'ensemble des crédits bancaires, le groupe Mizuho devrait donc logiquement passer des provisions correspondant à 20 trillions de yens de créances douteuses. Autrement dit, dix fois le montant annoncé. Il n'en demeure pas moins que la décision met le groupe dans l'impasse. Où trouver les fonds nécessaires pour couvrir ses pertes et restaurer son précieux ratio de solvabilité bancaire ? La solution traditionnelle qui consistait à placer les titres auprès d'institutions amies et peu regardantes sur le bien-fondé de leur investissement – en particulier les sociétés d'assurance faisant partie du même réseau d'affaires – ne sera pas chose facile dans les conditions actuelles où les assureurs doivent faire face à leurs propres difficultés, tout aussi inquiétantes. Qui plus est, le plan Takenaka prévoit de ne pas valider de tels montages dont les agences de notations Standard & Poor's et Moody's se plaisent à souligner les risques systémiques.

SÉDUIRE DE NOUVEAUX INVESTISSEURS

Une solution toute prête serait une nouvelle injection de fonds

publics. Le gouvernement vient de rappeler sa détermination à nationaliser les institutions dont la capitalisation serait jugée inappropriée. Cette solution, les banques n'en veulent évidemment à aucun prix. Plutôt se faire hara-kiri que de subir un tel camouflet. Reste que pour attirer de nouveaux investisseurs, elles n'auront d'autre choix que de se saigner à blanc. En particulier, payer au prix fort l'intervention des ambulanciers de Wall Street venus leur porter secours. Dans le même temps, rien de tel pour encourager les entreprises non performantes, et responsables des mauvaises créances, à suivre le bon exemple. Elles aussi devront tailler dans le gras.

Les investisseurs semblent manifester apprécier ce genre de scénario. Depuis le début de l'année, l'avance du Nikkei sur le Dow Jones dépasse les 5 %. En outre, le dernier sondage de Merrill Lynch indique que les institutionnels étrangers devraient revenir sur les valeurs japonaises une fois que les incertitudes géopolitiques actuelles se seront dissipées. Sous l'impulsion du fringant premier ministre Koizumi que l'on compare volontiers à une certaine Margaret Thatcher, le capitalisme social à la Japonaise commence à s'initier aux rigueurs de son équivalent anglo-saxon. ■